



Françoise Roche
Secrétaire Générale

5, rue Clisson 75013 PARIS / T 0684572075 / T F 0153940753
FR41@wanadoo.fr / gc.roche@orange.fr
www.snca-nat.fr

COMMUNIQUE

DARCOS et les « casseurs »

Avant de reporter, ce jour, la mise en application de sa réforme concernant la classe de seconde, qui, il est vrai, ne fonctionne pas fort, Xavier DARCOS s'est complu à dénoncer les « casseurs » qui, selon lui, mènent la protestation lycéenne.

Voilà un ministre qui a prétendu, il y a plus d'un an de cela, rétablir « la paix scolaire » dans les établissements secondaires, qui ne s'en est pas donné les moyens alors même qu'une loi SARKOSY existe, loi que personne n'ose faire appliquer, pas même un ministre du gouvernement FILLON*, et qui face à la mobilisation lycéenne, avant de reculer devant elle, met en scène les « casseurs ».

Quand il s'agit de détruire la laïcité et, partant, l'Ecole de la République, les pouvoirs publics alternativement, depuis les années 80, aux mains de la soi-disant gauche et de la véritable droite, sont consensuels. Tous tenants de l'idéologie libérale qui voit dans l'instruction et l'éducation un marché comme un autre, ils ont laissé la violence, portée par le communautarisme et l'individualisme, s'installer au jour le jour dans les lycées et les collèges.

Les « casseurs » sont d'abord ceux de l'Ecole de la République : les membres solidairement antirépublicains de la caste politique.

Aujourd'hui, la désastreuse déroute des groupes financiers dont la dernière en date (*the last but not the least*) est celle de la société américaine de courtage de Bernard MADOFF montre qu'elle violence fondée sur l'âpre recherche du gain et du pouvoir par quelques-uns mine nos sociétés, les conduit à la ruine et à la misère.

Et malgré tout ce désastre, DARCOS ose*** ressortir les « casseurs » pour nous faire peur et discréditer la mobilisation des lycéens contre le moins d'Ecole encore qu'il leur concocte.

La jeunesse grecque - encore des « casseurs » - est la victime d'une politique scolaire, donc sociale, telle que celle que DARCOS, FILLON, SARKOZY entendent généraliser en France. La jeunesse française ne se laisse pas faire : mieux vaut prévenir que guérir ... encore que l'incubation soit déjà bien avancée chez nous !

Et la preuve que les « casseurs » ne sont qu'un alibi : c'est que DARCOS, aujourd'hui même, sursoit *sine die* à son entreprise de démolition.

Ceux qui pour l'heure exercent le pouvoir, et les têtes d'affiche de la soi-disant opposition qui aspirent à le prendre, ne peuvent pas changer : ce sont tous des idéologues anti-républicains et pro-capitalistes (pour les appareils syndicaux officiels le constat est le même) : **il faudra bien que cela change et que les « casseurs » de la République, de son Ecole et de tous ses services publics soient enfin mis hors d'état de nuire.**

Ergo, censeo capitalismum esse delendum.

Saint-Firmin-des-Bois, le 15 décembre 2008

Françoise Roche

** Une de plus ... et, une fois encore, nous disons que « réforme » a pour premier sens « mise au rebut ».*

*** Loi du 5 mars 2007. Elle prévoit que le maire sur le territoire de la commune duquel un établissement scolaire, primaire ou secondaire, est le théâtre de violences, à commencer par l'absentéisme, est habilité à saisir directement le procureur de la République. Il peut également saisir le conseil général pour obtenir la mise sous tutelle provisoire des allocations familiales. Mais il dispose surtout d'un Conseil pour les Droits et les Devoirs des Familles (CDDF) afin d'établir avec les familles et les jeunes impliqués dans la violence un contrat de bonne conduite permettant de réintégrer la normalité de la scolarité. Voir BAC n° 22.*

**** Toujours la réplique Audiard-Ventura dans les Tontons flingueurs !*